

# Bulletin du FMI

STAFF-LEVEL AGREEMENT

## L'Europe et le FMI arrêtent avec la Grèce un plan de financement de 110 milliards d'euros

Bulletin du FMI en ligne

Le 2 mai 2010



A Athènes, le Premier ministre grec, M. George Papandreou, a annoncé un programme ciblé pour réduire les dépenses, accroître les recettes et moderniser l'économie. (photo: Zuma/Newscom)

- Un programme ambitieux qui repose sur deux piliers : remédier au surendettement et stimuler la croissance
- Soutien européen et international au plan grec qui rompt avec le passé
- Des mesures bien accueillies par le Directeur général du FMI et les pays européens
- Des réformes pour combattre le gaspillage, durcir la lutte contre la fraude fiscale et protéger les plus pauvres

La Grèce est parvenue à un accord avec le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne sur un programme ciblé qui vise à stabiliser l'économie du pays, à le rendre plus compétitif et à rétablir la confiance des marchés, avec le soutien d'un paquet financier de 110 milliards d'euros (environ 145 milliards de dollars).

Pendant le weekend, les négociateurs ont mis au point les derniers détails du programme, qui prévoit des coupes budgétaires, un gel des salaires et des retraites pendant trois ans, et des augmentations d'impôts pour remédier aux problèmes budgétaires et au surendettement de la Grèce, ainsi que des réformes profondes dont le but est de rehausser la compétitivité de la Grèce et de réamorcer la croissance économique du pays, aujourd'hui au point mort.

A Athènes, le Premier ministre grec, M. George Papandreou, [a annoncé](#) l'accord sans précédent, qui a pour but de consolider les finances du pays au moyen de mesures décisives et immédiates et d'éviter qu'une crise de confiance ne vienne saper l'économie grecque et s'étende à d'autres membres de la zone euro et au-delà. Ces mesures, qui constituent une rupture par rapport au passé, visent à maîtriser les finances publiques et à moderniser l'économie grecque.

Dans une [déclaration conjointe](#), le Commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, M. Olli Rehn, et le Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn, ont dit être conscients des sacrifices que le peuple grec allait devoir consentir, mais que ceux-ci étaient nécessaires pour reconstruire l'économie du pays.

«Nous sommes d'avis que ce programme est opportun pour remettre l'économie grecque sur les rails. Il est important de noter que les autorités ont aussi conçu leur programme dans un souci d'équité», ont-ils ajouté.

## **Améliorer le climat des affaires**

Dans une [déclaration](#) faite séparément, M. Strauss-Kahn s'est dit convaincu que, s'il est indéniable que la première phase de mise en œuvre du programme sera difficile, «l'économie grecque sortira de la crise, plus dynamique et mieux à même de renouer avec la croissance, la création d'emplois et la prospérité dont le pays aura besoin à l'avenir».

Les mesures prises par les autorités visent à améliorer la politique des revenus et la politique du marché du travail, à mieux gérer et investir dans les entreprises publiques, ainsi qu'à améliorer le climat des affaires.

Des réformes destinées à combattre le gaspillage et la corruption — par l'élimination des procédures opaques de passation des marchés par exemple — sont aussi engagées, de même que des mesures visant à durcir la lutte contre la fraude fiscale et à poursuivre plus énergiquement en justice les pires contrevenants.

## **Des revues périodiques**

L'eurozone contribuera à raison de deux tiers environ à l'aide financière prévue et le FMI, qui représente 186 pays membres, à raison d'un tiers. Ce paquet, qui a été adopté au niveau de la mission, devrait être examiné par le Conseil d'administration du FMI selon la procédure accélérée et être soumis dans la semaine à son approbation.

Le soutien du FMI prendra la forme d'un [accord de confirmation](#) — qui est l'instrument de prêt standard du FMI — d'une durée de trois ans et portant sur un montant de 30 milliards d'euros (environ 40 milliards de dollars). En outre, les pays membres de la zone euro se sont engagés à apporter au total 80 milliards d'euros (environ 105 milliards de dollars) sous forme de prêts bilatéraux pour soutenir les efforts déployés par la Grèce pour remettre son économie sur les rails. L'application de ce programme sera suivie par le FMI au moyen de revues trimestrielles.

## **Moment de vérité pour la Grèce**

«C'est un moment de vérité pour la Grèce, a déclaré Poul Thomsen, qui dirige la mission de négociation du FMI à Athènes. La crise économique mondiale a mis en évidence la fragilité des finances publiques de la Grèce. Les recettes ont diminué considérablement tandis que les dépenses, en particulier au titre des salaires et des prestations sociales, se sont fortement accrues.»

«Les mesures que le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre constituent un programme rigoureux à appliquer d'emblée qui redressera la situation, mais cela demandera du temps. En effet, l'effort s'étalera sur plusieurs années, a expliqué M. Thomsen. Les autorités ont déjà entamé le rééquilibrage des finances publiques à hauteur de 5 % du PIB et de nouvelles mesures législatives sont attendues cette semaine. L'accent est mis aussi sur l'équité, au moyen de mesures visant à protéger les populations les plus vulnérables. Les autorités

demandent au peuple grec de partager la charge de l'ajustement de façon équitable entre toutes les couches de la société», a-t-il ajouté.

La dégradation de la situation budgétaire de la Grèce a entraîné une révision à la baisse des notes attribuées par les agences de notation aux obligations d'État, ce qui a mis sous pression les agences financières. Les investisseurs ont commencé à délaisser les obligations grecques, ce qui en a fait augmenter le rendement. Les décideurs craignaient aussi une propagation de la crise aux autres pays de la zone euro. La «conditionnalité ciblée» du FMI vise à remédier au double problème de l'endettement et de la compétitivité.

### **Un double défi**

La Grèce est confrontée à un double défi. Le niveau trop élevé des déficits et de la dette publique lui pose un grave problème budgétaire et elle se heurte aussi à un problème de compétitivité. La Grèce doit remédier à ces deux problèmes pour retrouver la voie de la reprise et de la croissance.

Premièrement, **les finances publiques doivent être viables**. Cela suppose de réduire le déficit budgétaire et de placer le ratio dette/PIB sur une trajectoire descendante. Étant donné que les salaires et les prestations sociales constituent 75 % du total des dépenses publiques (hors intérêts), la masse salariale et les retraites publiques — qui ont considérablement augmenté ces dernières années — devront être réduites. Il n'y a guère d'autres moyens de procéder pour rééquilibrer les finances publiques.

Deuxièmement, **l'économie doit être plus compétitive**. Cela signifie que des politiques doivent être adoptées pour promouvoir la croissance et des réformes engagées pour moderniser l'économie et ouvrir des débouchés pour tous. Cela signifie aussi qu'il faut maîtriser les coûts et faire descendre l'inflation afin que la Grèce puisse redevenir compétitive par les prix.

### **Un ajustement budgétaire rigoureux**

Le déficit budgétaire ayant atteint 13,6 % du PIB et la dette publique 115 % du PIB en 2009, il est extrêmement urgent de procéder à un ajustement pour éviter que la dette ne continue de dérapier. Par conséquent, le gouvernement grec a l'intention de mettre en œuvre des mesures budgétaires rigoureuses, des politiques structurelles de grande envergure et des réformes dans le secteur financier. Les principaux éléments de ce train de mesures sont les suivants :

- **Mesures budgétaires.** Le rééquilibrage des finances publiques — en plus de l'ajustement déjà en cours — portera au total sur l'équivalent de 11 % du PIB sur trois ans, le but étant de ramener le déficit des administrations publiques en dessous de 3 % d'ici à 2014 (contre 13,6 % en 2009).
- **Dépenses publiques.** Les mesures prises en matière de dépenses permettront d'économiser l'équivalent de 5¼ % du PIB d'ici fin 2013. Les retraites et les salaires

seront réduits et gelés pendant trois ans, les primes que recevaient les travailleurs à Noël, à Pâques et en été étant supprimées, mais une protection est prévue pour les personnes recevant les rémunérations les plus basses.

- **Recettes publiques.** Les mesures prises en matière de recettes permettront de dégager l'équivalent de 4 % du PIB d'ici à fin 2013; elles consistent, entre autres, à relever le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes sur les articles de luxe, le tabac et l'alcool.
- **Administration des recettes et maîtrise des dépenses.** Le gouvernement grec améliorera le recouvrement de l'impôt et relèvera les contributions de ceux qui n'ont pas assumé leur juste part de la charge fiscale. Il préservera les recettes provenant des plus gros contribuables. Il durcira aussi le contrôle budgétaire. Au total, le surcroît de recettes ainsi dégagées et les économies réalisées sur les dépenses grâce à ces réformes structurelles devraient monter à 1,8 % du PIB au cours de la période du programme.
- **Stabilité financière.** Un Fonds de stabilité financière, alimenté par le paquet de financement extérieur, est mis en place pour garantir un niveau de capitalisation adéquat des établissements bancaires.
- **Prestations sociales.** Les prestations sociales de l'État seront réduites ; certaines prestations de sécurité sociale seront diminuées sauf pour les couches les plus vulnérables de la population.
- **Réforme des retraites.** Une réforme globale des retraites est proposée, notamment une limitation des possibilités de départ anticipé à la retraite.
- **Politiques structurelles.** Le gouvernement entend moderniser l'administration publique, améliorer la politique des revenus et la politique du marché du travail, améliorer le climat des affaires et mieux investir dans les entreprises publiques.
- **Dépenses militaires.** Le programme prévoit une forte réduction des dépenses militaires au cours de la période.

«Il s'agit d'un ajustement budgétaire de grande ampleur, a déclaré M. Thomsen, mais compte tenu du point de départ, là où il est possible de réduire sensiblement les dépenses et de mieux répartir la charge fiscale, les mesures envisagées sont réalisables et, par conséquent, nous pensons qu'elles pourront durer. Toute autre solution serait bien pire pour le peuple grec et les dirigeants du pays en sont conscients.»

*Les commentaires sur cet article sont à envoyer à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org)*